



La France et La Chine : Quelles relations pour quel avenir ?

*Mémoire de géopolitique du
Commandant CHUNG Tying Chun*

Dans le cadre du séminaire « Géopolitique de la France »

Directeur : Monsieur Christophe Réveillard

avril 2005

La France et La Chine :Quelles relations pour quel avenir ?

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : Quarante ans de relations franco-chinoises

La première étape par le Général de Gaulle

Des années 1970 et 1980

Violations des droits de l'homme

Ventes d'armes à Taiwan

La normalisation courte

40^{ème} anniversaire des relations diplomatiques

DEUXIEME PARTIE : La politique chinoise de la France et la politique française de la Chine

La politique chinoise de la France

La politique française de la Chine

TROISIEME PARTIE : La relation franco-chinoise, celle de privilégiée ?

Les Etats-Unis : entre bras de fer et coopération

L'Union Européenne, le bras d'extension de la France ?

Les recommandations pour améliorer les relations franco-chinoises

INTRODUCTION

La France et la Chine sont deux pays possèdent une très vieille histoire et une culture extrêmement riche. La Chine, avec ses trois mille ans de culture, est toujours une puissance que le monde ne peut pas l'ignorer. A la fin du 18^{ème} siècle, la Chine a vécu une période d'humiliation au moment de la séparation de HongKong et Macao (Royaume Uni et Portugal). Une autre époque noire a eu lieu pendant la Révolution Culturelle au cour de laquelle la Chine a fermé ses portes encore une fois. Cependant, à la veille du XXI^{ème} siècle, sous le leadership de Deng Xiao Peng et Jiang Zemin, la Chine a encore une fois évolué et franchi une étape importante vers le statut de super puissance. En dépit de pressions immenses des pays occidentaux au sujet des droits de l'homme, la Chine tient à conserver sa manière unique de gouverner son territoire. Le massacre a attire beaucoup de critiques de tout le monde en raison de violation des droits de l'homme. Du coup, les états membres G-14 ont pris de sanction. Cependant, après quinze ans, lorsque nous avons revu la question, il existe des vues différentes. Aux yeux des pays occidentaux, la démocratie est sacrée et il faut toute prix la conserver. Pourtant, Mr Lee Kuan Yew, l'ancien premier ministre de Singapour a dit que la supprimer peut-être est la meilleure solution pour résoudre le problème. Cela n'était pas idéal, mais malgré tout, cela pourrait résoudre le problème. Il a dit que la Chine est un pays très grand et divers et avec une culture totalement différente des pays occidentaux. Si les pays occidentaux veulent que la démocratie apparaisse toute de suite, il risque d'y avoir beaucoup de problèmes, soit économiques soit sociaux. Dans plus pire des cas, la Chine pourrait s'effondrer comme l'ex-Union Soviétique. Le cas de l'ex-Yougoslavie pourrait se reproduire ou d'autres problèmes comme le faire abandonner de l'armement de destruction massive clandestinement pourraient émerger. Nous croyons que les pays occidentaux ne veulent pas cette situation. Ils veulent une Chine plus stable qui contrôle la situation et permet une lente mais progressive construction de son économie.

La France, d'autre part, a une histoire brillante qui commence depuis longtemps, surtout pendant le quatorzième siècle où Louis XIV, le roi Soleil, avait développé la France comme la centre de culture en Europe. A cette époque, la langue française était obligatoire pour toutes les familles royales en Europe, y compris les rois et les reines du Royaume-Uni. Il

n'en est suivi une série d'évolution aboutissant à l'actuelle cinquième république. La France est aussi le berceau des droits de l'homme. Elle veut un monde multipolaire, sans hégémonie. Après elle a fait développer son armement nucléaire et s'est retiré du commandement intégré de l'OTAN. C'est un pays unique dans sa pensée. Alors, avec les deux cultures, très riches et très anciennes, l'évolution des relations entre les deux pays ne peuvent que particulières.

La Chine et la France ont, depuis plus de quarante ans, noué des liens privilégiés. Les Années Croisées France-Chine dont l'année dernière en France était l'année de la Chine, et cette année est en Chine l'année de la France, sont un témoignage et un symbole de la pérennité et de la vitalité de cette relation.

PREMIERE PARTIE : QUARANTE ANS DE RELATIONS FRANCO-CHINOISES

En 1964, pendant un moment historique, la France est la première capitale occidentale à établir des relations diplomatiques avec la Chine. Cette initiative du général de Gaulle que malgré des protestations fortes de Washington, était une manière d'exprimer son indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Cependant, les relations entre Paris et Pékin ont connu une évolution fluctuante. Lorsque, le 27 janvier 1964, le général de Gaulle annonce la décision de la France de reconnaître la République populaire de Chine, il ouvre une période de relations diplomatiques privilégiées (même si les espoirs économiques que Paris y associe seront déçus).

Cette période de relations privilégiées prend fin dans les années 1970-1980, lorsque la normalisation progressive des rapports de Pékin avec les différentes régions du monde fait perdre de son intérêt à l'amitié française. Paris s'efforce néanmoins de réaffirmer celle-ci par des visites au plus haut niveau, le président Pompidou se rendant en République populaire en 1973, imité par les Présidents Giscard d'Estaing et Mitterrand en 1980 et 1983.

Des occasions de frictions apparaissent cependant dès début des années 1980, à propos de ce que Pékin considère comme une politique de conciliation de la France vis-à-vis de l'URSS et du Vietnam. Mais le véritable conflit éclate en 1989, à l'occasion de la répression de manifestation de la place Tian An Men. Celle-ci intervient quelques semaines avant les célébrations du bicentenaire de la Révolution française et des droits de l'homme ; et Paris fait partie des membres les plus décidés de la CEE qui imposent des sanctions économiques communautaires contre la République populaire.

La levée de ces sanctions ne met pas fin à la détérioration des relations bilatérales, puisqu'elle est immédiatement suivie par la vente d'armes françaises à Taiwan (navires et avions de combat), qui provoque une vive réaction de Pékin. Le mécontentement chinois se manifeste par la fermeture du consulat de Canton et l'éviction des entreprises françaises de plusieurs grands contrats.

Les intérêts économiques réciproques sont cependant assez importants pour ouvrir la voie à une normalisation, formalisée par un communiqué conjoint en janvier 1994. La Chine est en effet un marché potentiel énorme pour les entreprises françaises, dont la maîtrise technologie intéresse la République populaire dans de nombreux domaines, de l'agro-alimentaire au nucléaire civil, et de l'automobile aux télécommunications.

Malgré l'opposition des groupes de défense des droits de l'homme, mais aussi de nombreux parlementaires, qui manifestent officiellement à plusieurs occasions, la relation franco-chinoise se normalise en avril 1994 avec la visite du premier ministre Edouard Balladur, suivie en septembre par le premier déplacement en Europe du nouveau président chinois, M. Jiang Ze Min. Le Premier ministre Li Peng est reçu en visite officielle en avril 1996. Un mécanisme institutionnel de concertation bilatérale sur les questions politiques est rétabli.

1.1 La première étape par le Général de Gaulle

En 1964, le général de Gaulle avait brisé le tabou de la pensée unique et du « *containment* » de la Chine, imposé par Washington. A cause de la guerre en Indochine et en Algérie, les relations entre la France et la Chine étaient toujours tendues. De manière indirecte, mais non moins réelle, le corps expéditionnaire français en Indochine, au début des années 50 jusqu'à sa défaite, a senti sur ses arrières la pesante présence de la Chine aux frontières Nord de sa zone d'action¹. Le soutien de la Chine à l'indépendance d'Algérie était aussi un obstacle à la normalisation des relations franco-chinoises. Finalement, après le clivage entre URSS et la Chine, le général de Gaulle a décidé d'envoyer secrètement Alain Peyrefitte en Chine pour amorcer un processus de normalisation. La discussion commençait bien et la Chine a décidé qu'en principe, elle voulait construire une relation diplomatique avec la France, mais à la condition que la France reconnaisse la République populaire de Chine. Le général de Gaulle était très satisfait par le rapport de Alain Peyrefitte. Après quelques

¹ François DANJOU, « *Les relations franco-chinoise : contrats, connivence stratégique et passion culturelle* ». *Revue Défense*, Jan 2005. p. 76

négociations, un commun accord a permis d'établir des relations diplomatiques entre les deux pays. C'était un geste historique. Après 1964, aucun autre pays n'est parvenu à échanger des ambassadeur avec la Chine populaire sans reconnaître explicitement Pékin comme seul gouvernement légal de la Chine dont Taiwan fait partie, à l'exception notable du Japon en 1972 et de la RFA en 1971 – mais il s'agissait dans ce dernier cas d'un compromis visant à ce qu'aucune des deux parties ne se prononce sur la division de l'autre.

1.2 Des années 1970 et 1980

La France a eu une relation privilégiée grâce son geste politique. La fin de la Révolution Culturelle (1976) marque cependant aussi la fin de la spécificité française. Washington et Tokyo établissent des relations diplomatiques en 1978 et 1979. Pendant les années 80, la Chine commence la reforme et l'ouverture (gaige kaifang). La France et la Chine se rapprochent dans une relation bilatérale mais la coopération économique avance plus lentement qu'avec les autres pays.

1.3 Violations des droits de l'homme

Le massacre de la place Tian An Men, le 4 juin 1989, est un soubresaut majeur qui endommage énormément les relations franco-chinoises. Les membres du G7 ont condamné sans équivoque la répression des manifestants démocrates. D'ailleurs, ils ont aussitôt décidé une politique de sanctions : suspension des contacts de haut niveau, gel des garanties d'Etat et de certains crédits, ainsi que des financement internationaux non encore engagés et embargo sur toute coopération militaire. Les sanctions ont été officiellement levées en octobre 1990 par les Douze et en décembre 1991 par les Etats-Unis, à l'exception de l'embargo sur les ventes d'armes, tandis que reprenaient les contacts bilatéraux. La question des droits de l'homme est devenue un passage obligé du dialogue intergouvernemental.

1.4 Ventes d'armes à Taiwan

En 1989, la France de François Mitterrand prend la tête de la diplomatie européenne pour ostraciser la Chine et lui infliger la sanction de l'embargo sur les ventes d'armes après les tueries de Tian An Men. Dans la foulée Paris brise même le tabou des ventes d'armes directes à Taiwan, ce qu'aucun pays européen ne s'était jamais risqué à faire. Deux contrats d'envergure sont conclus. L'un, la vente de seize frégates La Fayette et l'autre sur la vente de 60 Mirage 2000-5 pour 3,5 milliards de dollars. Cette brouille se traduit par la fermeture du consulat français à Canton, et probablement par la perte de quelques gros contrats. Par exemple, l'interdiction faite à la municipalité de Canton de faire appel à des sociétés françaises pour la construction de son métro. En écartant la France de quelques grands contrats, les autorités chinoises ont clairement signalé que les ventes militaires à Taiwan, en contrevenant au volet politique de la relation bilatérale, peuvent nuire à son volet économique.

1.5 La normalisation courte

La normalisation est consacrée par la visite du premier ministre Edouard Balladur en avril 1994, suivie en septembre par le premier déplacement en Europe du nouveau président chinois, M. Jiang Zemin. Le premier ministre Li Peng est reçu en visite officielle en avril 1996. Un mécanisme institutionnel de concertation bilatérale sur les questions politiques est rétabli. Le processus de normalisation aboutit à la signature à Pékin, le 16 mai 1997, pendant la visite du président Chirac, de la déclaration conjointe pour un partenariat global, qui ouvre un nouveau chapitre des relations bilatérales. Elaboré autour du concept de multipolarité, le partenariat global sert de socle à une coopération qui vise à englober, dans une même dynamique cohérente, les échanges politiques, économiques et culturels.

Malheureusement, des tensions resurgissent en 1999 et 2000 quand Pékin accusa Paris d'avoir vendu à Taiwan un satellite d'observation militaire. En guise de représailles, la Chine refuse à un bâtiment de guerre français, qui navigue de conserve avec un navire de la Royal Navy, l'entrée du port de Shanghai, ou une escale avait pourtant été autorisée

1.6 40^{ème} anniversaire des relations diplomatiques

L'année 2004 marque le 40^{ème} anniversaire des relations diplomatiques entre la France et la Chine. Les années 2003 à 2005 voient la réalisation des années culturelles croisées qui permettront une meilleure connaissance réciproque du patrimoine et de la création dans les deux pays. Les visites mutuelles des présidents des deux pays en 2004 renforcent des relations entre les deux pays. La visite du président Hu Jintao en janvier 2004, pour célébrer le quarantième anniversaire à Paris, aboutit une Déclaration conjointe sino-française². Celle-ci approfondit les relations bilatérales au cœur de la relation l'Union européenne. La visite du président Jacques Chirac en Octobre voit un résultat avec 4 milliards d'euros de contrat, avec des choix aussi cruciaux que l'A380, le TGV ou le nucléaire civil. La relation franco-chinoise se trouve dans la meilleure phase de son histoire, mais dépendant de la situation actuelle des relations internationales et des intérêts communs des deux pays.

² Site Internet de l'ambassade de la République Populaire de Chine en France. <http://www.amb-chine.fr>

DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE CHINOISE DE LA FRANCE ET LA POLITIQUE FRANÇAISE DE LA CHINE

Avant d'analyser les relations franco-chinoises, actuelles et futures, il faut comprendre les positions des deux pays face aux autres. Nous devons bien comprendre les enjeux économiques et stratégiques qui lient les deux pays. Nous avons noté qu'à la base, la Chine et la France sont déterminées à approfondir leurs relations bilatérales au coeur de la relation entre l'Union européenne (UE) et la Chine, comme le note la Déclaration conjointe sino-française, signée à Paris par le président chinois Hu Jintao, en visite d'Etat en France, et son homologue français Jacques Chirac. La France et la Chine ont exprimé leur volonté de développer leurs relations avec une vision stratégique et dans les intérêts à long terme. Ils renforceront davantage le mécanisme de leurs consultations stratégiques et intensifieront le dialogue ainsi que les consultations à différents niveaux. Les orientations essentielles comprennent le développement de la coopération économique des échanges commerciaux, l'approfondissement dans le domaine du nucléaire civil et de la coopération scientifique, culturelle et technique, et la simplification des échanges de personnes. Cependant, dans une relation amicale, les exacts besoins des deux pays ne sont pas identiques même si la construction d'une relation étroite est une situation « gagnant-gagnant ».

2.1 La politique chinoise de la France

Les relations entre pays, comme celles des Etats-Unis et du Japon avec la Chine, sont fortement conditionnées par leur aspect économique. Les perspectives associées au marché chinois intéressent les grandes entreprises dans le monde. Aujourd'hui, la Chine est un énorme marché émergent. Un colossal chantier de construction est à l'œuvre jusque dans provinces les plus reculées du pays. L'idée dominante, en Europe et en Amérique du Nord, est que « *si vous n'êtes pas en Chine, vous êtes hors-jeu* », déclare le professeur d'économie au *Massachusetts Institute of Technology*, Lester Thurow. Certains spécialistes estiment qu'à moyen terme, quarante ans peut-être, la Chine sera la première puissance économique mondiale. Selon l'ONU, c'est grâce à la Chine que la croissance mondiale va s'accélérer en 2004, à 3,5%, contre 2,5% l'an dernier.

De l'allemand Volkswagen à l'italien Fiat dans l'automobile, du français Alcatel au finlandais Nokia dans la téléphonie, du néerlandais Shell au britannique BP dans la pétrochimie – pour ne prendre que quelques exemples, parmi des dizaines de grands groupes – la Chine constitue un marché prioritaire, et un terrain de concurrence mutuelle pour toutes les grandes entreprises. En fait, pendant l'ouverture d'une ligne Air France entre Paris et Canton, Jean Cyril Spinette, le PDG de la compagnie française, a souligné que « *La Chine est l'axe majeur du développement de notre réseau international* », lors du vol inaugural. Cependant, le lien entre deux pays n'est pas uniquement juste par le lien économique, d'autres facteurs entrent en ligne de compte comme la stratégie, la culture et l'histoire.

2.1.1 Les enjeux stratégiques

Pendant la normalisation de 1964, le général de Gaulle l'avait d'ailleurs pressenti : « [...] on doit se garder de nourrir trop d'illusions à cet égard. C'est ainsi que, dans le domaine des échanges économiques, ce qui se fait actuellement et qui peut, à coup sûr, être amélioré, restera longtemps limité »³. Donc, lorsque la relation franco-chinoise a émergé, l'enjeu économique n'était guère sa raison d'être. C'était plutôt une décision politique. Un geste particulier, exprimé par le général de Gaulle pour démontrer la pensée indépendante de la France vis-à-vis des Etats-Unis, qui était une quête de liberté et d'originalité. Après les deux guerres mondiales, la France et l'Europe ont perdu leur puissance et s'interrogent sur leur influence. Au contraire, les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont émergé. Le général de Gaulle a constaté que la France avait beaucoup de difficultés à imposer son opinion. Ce geste aurait par ailleurs contribué à sortir la Chine populaire de son isolement international⁴ et gagné un nouvel ami. Cependant, à cette époque-là, la Chine venait de récupérer de la deuxième guerre mondiale et était encore très faible donc cette relation franco-chinoise était seulement formelle mais n'était pas finalisée.

³. « Dans Charles de Gaulle, Discours et messages »..., Conférence de presse donnée, op. cit., p181. 31 janvier 1964

⁴ Parmi de nombreux exemples : « Nous avons obtenu que la Chine prenne la place de Taiwan à l'ONU et que, les uns après les autres, tous les pays occidentaux nous suivent ». Alain Peyrefitte, La Chine s'est éveillée..., op. cit., p.236.

Aujourd'hui, la Chine est une puissance mondiale en devenir, membre permanent du Conseil de sécurité, de plus en plus influent et de plus en plus écouté. Il est évident que Jacques Chirac perpétue le chemin du général de Gaulle et joue la puissance montante de la Chine comme une carte maîtresse pour réaffirmer la voie de la France et de l'Europe dans un monde dominé par Washington. Ce qui est plus important, c'est que la préservation d'un équilibre international est une priorité à Paris comme à Pékin et répond à l'impératif de multipolarité qui est au centre du partenariat global. A cet égard, l'établissement d'une ligne cryptée Paris-Pékin, décidé lors de la visite de Jiang Zemin en octobre 1999, est un symbole fort, sans toutefois être le gage d'un échange substantiel.

La Chine et la France ont une vision commune de la sécurité mondiale et de l'ordre international et préconisent la multipolarisation. Les objectifs des deux pays sont identiques, contribuant à maintenir un nouvel ordre international et à empêcher l'unilatéralisme et l'unipolarisation. Les deux pays, qui poursuivent une politique d'indépendance et d'autonomie, ne constituent pas de menace l'un pour l'autre. Ils soutiennent l'édification d'un monde multipolaire et s'opposent à l'unilatéralisme ; avec une grande complémentarité sur le plan économique, les deux pays sont également attachés à la diversité culturelle. La Chine est un partenaire incontournable de la France et de l'Europe et il est illusoire, peut-être dangereux, de vouloir construire un ordre mondial équilibré en ostracisant la Chine⁵, comme l'envisagent certains aux Etats-Unis ou au sein de l'UE.

2.1.2 Les enjeux économiques

Lorsqu'il arrive à la tête de l'Etat, Jacques Chirac affiche une ambition sans précédent pour la politique asiatique de la France, surtout en Chine. Il appartient à cette génération d'hommes politiques influencée par le général de Gaulle. Depuis

⁵ La France a souligné qu'il était incohérent que la Chine soit aujourd'hui frappée d'une sanction internationale au même titre que le Soudan, la Birmanie ou le Zimbabwe, alors même que les sanctions envers la Libye avaient été levées par l'UE.

l'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée en 1995, il a déjà visité la Chine trois fois. Sa mission est de créer un climat propice à nouer de bonnes relations et, le cas échéant, faire des affaires.

Evidemment, avec un taux de croissance annuel constant, depuis une douzaine d'années, de 8 à 9%, on devine que cette « relation forte » entre la France et la Chine, n'est pas dénuée d'arrière-pensées commerciales. La diplomatie française conduite par Jacques Chirac, et selon laquelle multilatéralisme et business sont complémentaires, n'éprouve aucune fausse pudeur sur cet aspect-là de la question.

En avril 1996, la venue en France du Premier ministre Li Peng, vient affirmer la prééminence de la diplomatie économique sur celle des principes. Cette attitude est partagée par les deux partenaires de la cohabitation politique qui se met en place en France en 1997 : les visites officielles en République populaire effectuées par le président Chirac en mai 1997 et par le Premier ministre Jospin en septembre 1998 sont toutes deux accompagnées d'une importante délégation d'hommes d'affaires. La dernière visite du président Jacques Chirac en Octobre voit des résultats qui cumulent 4 milliards d'euros de contrats, y compris dans des choix aussi cruciaux que l'A380, le TGV ou le nucléaire civil. Cependant, il est clair que les contrats sont obtenus par quelques grandes entreprises françaises mais pas par les petites et moyennes entreprises (PME). Pour eux, la route sera longue.

Le problème est que dix ans après le début de la politique chinoise de réforme et d'ouverture, la France se situait, parmi les partenaires de la Chine, loin derrière le Japon et les Etats-Unis, mais aussi après la RFA, la Grande-Bretagne et l'Italie⁶. En comparaison avec les domaines politique et culturel, la coopération économique et commerciale entre les deux pays connaît un grand retard. Les entrepreneurs français tentent de rattraper leur retard en Chine. Impossible d'ignorer un pays qui affiche un taux de croissance à deux chiffres !

⁶ Voir, notamment Thierry Pairault, « *Le commerce franco-chinois durant les années 80* », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 333, octobre 1988, p.52.

A cause de liens assez particuliers entre la France et la Chine, le domaine économique représente une grande potentialité. Il existe deux défauts majeurs de la stratégie économique en Chine : la trop grande imbrication du politique et des affaires, et la faiblesse de l'engagement des petites et moyennes entreprises, comme le montre le nombre réduit de patrons de PME dans la suite de Jacques Chirac.

Dans une relation très privilégiée, il est souvent possible d'utiliser la pression politique pour gagner les grands contrats. C'est dans le cas des entreprises d'état, lorsque les prix des produits entre les pays n'ont pas beaucoup de différence ou pour les transferts de technologie de pointe. Cependant, le lien s'arrête là. C'est un jeu d'égalité sur le champ de bataille pour les PME. La politique ne peut pas mettre trop de pression à un autre pays pour qu'il accède aux produits de PME. Il est quasiment inconnu, dans les échanges de commerce entre la France et les autres pays Européens, que la France a demandé une concession. C'est la raison pour laquelle la Chine ne place pas les PME françaises comme privilégiées. C'est coûteuse et n'est pas dans les intérêts commerciaux. Ce sont les joueurs du marché qui peuvent donner le même produit à moindre coût qui l'emportent.

En résumé, le succès de la dimension économique française en Chine dépend plus de la compétitivité générale de entreprises française, de la constance de leur présence sur le marché chinois et de leur investissements, que de décisions gouvernementales. En d'autres termes, la meilleure façon d'aider les entreprises françaises à être plus présentes sur le marché chinois, c'est d'abord de restituer sa compétitivité à l'économie française, en diminuant les charges, en réduisant les déficits budgétaires et sociaux, en maîtrisant l'inflation – comme c'est déjà fait - afin d'obtenir des taux d'intérêts particulièrement attractifs.

D'une part, lorsque Jacques Chirac a imbriqué politique et affaires, il a gagné beaucoup d'avantages parce que les grandes entreprises françaises peuvent trouver leurs entrées en Chine et gagner de gros contrats. A l'avenir, pourquoi pas les ventes

d'armes à une Chine qui aura un vraiment immense potentiel, surtout pour la France qui cherche une prise dans un secteur très dominé par les vendeurs Américains. A cet effet, la France est favorable pour la levée de l'embargo sur des ventes d'arme à la Chine. La France a insisté sur le fait que le massacre de Tian An Men était du passé. Cet avis est partagé avec l'Allemagne. C'est la raison pour laquelle la France et l'Allemagne ont mis un effort sur la levée de cette sanction. Cependant, la question des droits de l'homme en Chine est encore un blocage. Cette imbrication sera un pari sans beaucoup de risques. D'autre part, comme on vient de le voir, l'épisode des ventes d'armes à Taiwan, en mêlant la politique aux affaires, risque de fragiliser les deux, le pouvoir chinois ayant en effet toujours tendance à exiger une contrepartie politique aux contrats.

2.1.3 La question des droits de l'homme

La France est le berceau des droits de l'homme et un fervent défenseur de la démocratie. Nous pouvons voir que la France veut transmettre conception des droits de l'homme et de la démocratie lorsque elle fait ses affaires, surtout vers un pays sous-développé. Un problème pour la politique française vers la Chine est la dualité de la Chine moderne. La France a trouvé son succès en s'occupant des pays sous-développés parce qu'elle peut exercer son influence économique ou militaire. Ce genre de relation est entièrement différent de celles de pays qui appartiennent à l'OCDE. Les négociations entre la France et les pays développés se déroulent sur un pied d'égalité. Les diplomates français peuvent utiliser moins de pression lorsqu'ils négocient avec les pays du Nord parce que les pays riches ont les choses que la France convoite. La Chine, pourtant, ne correspond pas à ces deux catégories. Si la Chine est plus pauvre, la France peut exercer plus pressions en Chine sur les questions des droits de l'homme. Cependant, l'aide à la Chine est incomparable par rapport aux commerces avec le pays. Du coup, la France ne peut pas utiliser l'aide pour influencer la Chine. La Chine met trop de choses de son côté à la table des négociations donc, il est difficile de montrer une position forte par rapport aux autres pays comme ceux d'Afrique qui ont un besoin crucial de la France. La Chine a développé de grands

contrats que la France ne peut pas négocier normalement avec un pays sous-développé. C'est la raison pour laquelle, il reste des options de pression très limitées pour la France à l'égard des droits de l'homme. La France ne peut pas traiter la Chine comme un autre pays en développement, elle a besoin de traiter la Chine comme un pays développé.

Le président Chirac a commencé une nouvelle politique « *d'engagement constructif* ». De fait, dans la Déclaration conjointe franco-chinoise pour un partenariat global, signée le 16 mai 1997 à Pékin par Jiang Zemin et Jacques Chirac, les deux parties soulignent – dans une rubrique intitulée, non sans équivoque, « *Respecter la pluralité* » - que « *les efforts tendant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme doivent s'exercer dans le respect des buts et des principes de la Charte des Nations unies, ainsi que de l'universalité des droits de l'homme, tout en tenant pleinement compte des particularités de chacun* »⁷.

La France pense que c'est dans l'intérêt du monde que la transition de la Chine vers une prééminence globale aura lieu à travers la discussion multilatérale sur des bases stables et en bonne intelligence.

2.2 La politique française de la Chine

La diplomatie chinoise est officiellement guidée par le concept de « *coexistence pacifique* » (Heping Gongchu). Elaboré dès les années 1950 par Zhou Enlai, il fut inscrit dans la Constitution de la République populaire en 1982. Cette ligne officielle stipule cinq principes de base, censés guider les relations de Pékin avec tous les pays, sans distinction : respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique⁸. L'autre principe officiel présidant à l'exercice de la diplomatie chinoise est la

⁷ www.diplomatie.gouv.fr

⁸ Jean-François DUFOUR, « *Géopolitique de la Chine* », p 126.

reconnaissance d'une seule Chine, en dehors de laquelle ne sauraient être établies des relations bilatérales.

2.2.1 Les relations extérieures de la Chine

La politique étrangère du pays le plus peuplé au monde est essentiellement déterminée par des considérations intérieures. La Chine n'affiche en effet pas de prétentions prioritaires à jouer un rôle à l'échelle planétaire ; par contre, la carte nationaliste est un instrument politique essentiel. Dans un pays dont l'entrée dans la modernité fut placée sous le signe du chaos et de l'humiliation, le jeu du nationalisme permet en effet de mobiliser les énergies, et de les détourner de questions intérieures embarrassantes pour le pouvoir.

Ces déterminants intérieurs n'empêchent pas la politique extérieure de la Chine de revêtir une dimension internationale essentielle. Les soucis (de défense) et les ambitions (d'affirmation de souveraineté) du poids lourd de l'Asie entrent en effet en conflit avec ceux de nombre de ses voisins. La Chine est une puissance en voie de réaffirmation dont les faits et gestes sont étroitement suivis par des voisins qui vont de Moscou à Tokyo et New Delhi à Singapour. Et l'importance recouvrée à la fin du siècle par la zone Pacifique redonne à la République populaire une place essentielle dans le nouvel équilibre du monde en général.

Le 15 novembre 2002, Hu Jintao, jusqu'alors vice-président de la Chine, est élu secrétaire général. Hu s'engage à poursuivre les politiques de son prédécesseur⁹. Il semble que la politique chinoise va continuer vers la même direction qui est de continuer sa réforme mais de façon plus mesurée. Peut-être ce n'est pas la démocratie que les pays occidentaux veulent voir. C'est plutôt un régime plus vraisemblablement une forme élitiste et consultative d'autoritarisme¹⁰. Cependant, c'est un système qui

⁹ Gilles Guiheux, « *La Chine, de 2001 à 2003 : la fin d'un cycle ?* », *Les études de la Documentation Française, Asie Orientale*, édition 2003, sous la direction de Régine Serra et François Godement.

¹⁰ Jean-Pierre Cabestan, « *La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après XVI^e congrès en Chine. Vers un autoritarisme élitiste et consultatif ?* », *Perspectives chinoises*, no 76, mars-avril 2003, p. 4-19.

marche bien surtout pour un pays aussi grand que la Chine et qui lui convient plus à cause de sa culture particulière.

La priorité pour la Chine, maintenant, est de se concentrer sur les aspects économiques. Pendant son discours à l'Assemblée nationale en janvier 2004, Hu Jin Tao a clairement parlé des buts de Chine dans les prochaines décennies, y compris de tripler le PNB en 2020 et d'augmenter le PIB de 1000 dollars à 3000 dollars¹¹. Il a dit que même si la Chine était en cours de se développer, ce n'est pas totalement uniforme dans toutes les régions. Il souhaite que toute la famille chinoise puisse vivre confortablement mais il avoue que la route est longue. C'est la raison pour laquelle la Chine et la France sont complémentaires dans l'aspect économique. D'une part, la Chine est le plus grand pays en développant qui est en train de se construire et qui aura le plus grand marché. D'autre part, la France est un pays beaucoup plus avancé dans les domaines de l'économie et de la technologie de pointe. Du coup, il existera une complémentarité dans les deux économies.

La Chine a toujours eu la vue d'un monde multipolaire et non hégémonique. C'était l'avis de Mao Ze Dong aussi bien que de Jiang Je Min et Hu Jing Tao. Après la guerre froide, les Etats-Unis sont devenus une hyper-puissance. En plus, les Etats-Unis continuent d'exercer leur influence sur le Pacifique. C'est une chose qui continue de gêner la Chine. Elle a besoins de contrepoids et la France est un partenaire idéal. Par ailleurs, la France est le leader de l'UE qui est en train de monter en puissance. C'est un jeu de pouvoir à trois pour la Chine.

2.2.2 Taiwan, le problème potentiel pour la politique de la réunification ?

La question concernant Taiwan est toujours un problème potentiel. Lorsque Chen Peiyao¹² définit les cinq objectifs majeurs de la stratégie étrangère de la Chine à l'aube de XXI^{ème} siècles, il met la réunification comme le premier (pour le maintien de

¹¹ Discours de Hu Jing Tao à l'Assemblée Nationale en janvier 2004.

¹² « *Pondering over China's Foreign Strategy* », *Contemporary World Configuration*, Shanghai Institute for International Studies, China, 2003.

l'indépendance et en empêchent les forces internes et internationales de cliver la Chine. Après le retour de Hong Kong et Macao à la Chine dans les années 1990, les moyens d'achever la réunification nationale seront augmentées pour la réalisation de la réunification de la mère patrie).

En décidant en février 1999 de devenir le seul Etat d'Europe (hors Vatican) à reconnaître Taiwan plutôt que la République populaire de Chine (en échange d'importantes promesses d'investissement), la Macédoine s'est attirée les foudres de Pékin. La sanction a été immédiate, puisque la Chine a utilisé, quelques jours après l'annonce, son droit de veto pour s'opposer à la reconduction de la Force de déploiement préventive de l'ONU (Unpredep), chargée de prévenir l'expansion à la Macédoine des troubles affectant le Kosovo voisin. Si le déploiement régional de forces de l'OTAN a permis à Skopje de prendre ce risque, l'avertissement est clair pour les autres pays. Quiconque a besoin de l'ONU n'a désormais guère intérêt à contrarier la Chine¹³.

Le gouvernement socialiste a décidé, au début des années quatre-vingt-dix, de procéder à la vente de navires de guerre (Frégates) puis d'avions militaires Mirage 2000-5 à l'île de Taiwan, entraînant la plus grave crise des relations entre Pékin et Paris depuis l'établissement de nos relations diplomatiques en 1964. La stratégie des autorités françaises avait été d'insister sur le caractère purement commercial qu'elles attachaient à cette transaction et la réaffirmation de la reconnaissance par la France du gouvernement de la RPC comme seul gouvernement légal de la Chine. En dépit de cette explication, les ventes d'armes ont vraiment provoqué une vive réaction de Chine, avec la fermeture du consulat et du poste d'expansion économique de Canton, et l'interdiction faite à la municipalité de cette ville de faire appel à des sociétés françaises pour la construction de son métro.

¹³ Jean-François DUFOUR, « Géopolitique de la Chine », p. 21

En même temps, le président Bush a autorisé la vente de F-16 à Taiwan. A l'inverse des dirigeants français, celui-ci a mis l'accent sur la nature stratégique d'un tel contrat, réaffirmant les engagements des Etats-Unis dans le détroit de Formose.

Pour la France, elle ne participe pas d'un engagement en faveur d'un équilibre stratégique entre les deux rives du détroit de Formose, mais seulement d'un calcul de risques ponctuels mettant en balance, d'un côté, des intérêts économiques nationaux – en termes d'emploi, de rééquilibrage du commerce extérieur – et, de l'autre, une tension avec la Chine. On peut se demander pourquoi les Etats-Unis et la France ont fait l'objet d'un traitement différencié de la part de Pékin. Premièrement, la position des Etats-Unis est toujours contre la Chine comme le « *containement* » de la Chine pendant des années 1960 donc ils n'ont pas changé de position. Deuxièmement, ils peuvent préserver près de trois mille emplois aux usines General Dynamics au Texas. Par contre, la France était le premier pays occidental qui a reconnu la Chine et si la France a changé sa position vis-à-vis d'une seule Chine à cause des intérêts économiques nationaux, c'est une trahison aux yeux des chinois. C'est difficile à comprendre que d'une part la France a soutenu une seule Chine et que de l'autre côté, il vend des armes à son opposant, Taiwan, en utilisant les raisons économiques.

La Chine n'avait rien à perdre dans ces affaires là. Si la France veut gagner de l'argent de Taiwan, elle va perdre plus en Chine même si la Chine perdra un bon ami. La Chine a toujours l'arme économique, bien plus maintenant que par rapport aux années 1980. La Chine a aussi démontré qu'il utilisera cette action si les autres pays veulent suivre le pas de la France. Peut-être c'est difficile à comprendre pour la France, mais la Chine est déterminée à maintenir sa position sur cette affaire. Par ailleurs, la France est petite lorsque l'on compare les tailles, surtout sur les chiffres d'affaires par rapport aux autres pays. La Chine perdrait très peu si elle coupe la relation franco-chinoise parce qu'économiquement, les autres pays peuvent la remplacer. L'aspect d'ami stratégique est toujours mis au second plan dans en Chine.

Heureusement, la France a apporté aujourd'hui résolument son appui à la Chine sur l'unicité. Jacques Chirac, s'adressant à la presse en janvier 2004, a ouvertement déclaré s'opposer à l'indépendance de Taiwan. Cette action a été bien reçue par la Chine.

Malgré des fluctuations pendant quinze ans, la relation sino-française se trouve dans la meilleure période de leur histoire, ceci dépendant de la situation actuelle de relations internationales et des intérêts communs des deux pays. La coopération entre la Chine et la France est fort complémentaire et offre de larges perspectives¹⁴.

2.2.3 La question des droits de l'homme ou d'ingérence ?

Le discours sur les « valeurs asiatiques » - qui renvoie, pour la politique, à l'autoritarisme-, né dans les années 1980 dans d'autres pays d'Asie, notamment la Malaisie et Singapour, s'opposant à Washington, a été repris à son compte dans les années 1990 par la Chine. Les interventions répétées des pays occidentaux, y compris la France, auprès de Pékin sur la question des droits de l'homme, dénoncées hier pour des raisons politiques, et aujourd'hui pour des raisons « culturelles », sont perçues comme autant d'ingérences par la Chine¹⁵.

La première puissance démographique du monde, qui est aussi le pays le plus répressif (aux yeux des pays occidentaux), justifie son rejet des droits de l'homme et de la démocratie au nom de la stabilité, mais aussi d'une tradition culturelle différente. Pour les responsables chinois, la Déclaration des droits de l'homme, ou l'aspiration au bonheur individuel proclamée par la Constitution américaine, qui n'ont, l'une et l'autre, que deux siècles d'existence, sont d'abord des inventions étrangères et récentes, dont il ne va pas de soi qu'elles peuvent prétendre à l'universalité. Ce point de vue est partagé aussi bien par M. Lee Kuan Yew, l'auteur du miracle économique singapourien, que par M Li Peng, Premier Ministre chinois, et pas seulement parce que

¹⁴ Entretien de Mr Wu Jianmin, président de L'Institut de Diplomatie et ancien ambassadeur de Chine en France, le 11 Octobre 2004, china.org.cn

¹⁵ Jean-François DUFOUR, « Géopolitique de la Chine », p. 118.

cela les arrange politiquement. D'ailleurs, cette volonté des pays occidentaux de faire la morale à la plurimillénaire civilisation chinoise leur semble d'autant plus prétentieuse et arrogante, que ces même pays occidentaux ont, à leurs yeux, beaucoup à se faire pardonner.

Ce sont les puissances occidentales qui dépecèrent la Chine tout au long du XIX^{ème} siècle. Les Anglais acquirent HongKong à l'issue de la guerre de l'Opium. Les Allemands annexèrent la région de Qingdao, au Shandong. Quant aux Français, ils mirent à sac le Palais d'Eté de Pékin en 1860, eurent des visées sur le Yunnan et l'île de Hainan, annexèrent la région de Zhanjiang au Guangdong et s'installèrent dans une concession à Shanghai. Ce sont les traumatismes que les prédécesseurs occidentaux ont causés hier. Ils expliquent aussi pourquoi les appels à la démocratie et au respect des droits de l'homme en Chine, que les pays occidentaux prodiguent si volontiers aujourd'hui, sont parfois bien difficiles à accepter par les dirigeants chinois¹⁶.

¹⁶ Hervé de Charrett, « *Les relations franco-chinoises à la veille de la visite d'Etat du président de la République en Chine* », *La Chine d'aujourd'hui et de demain*, Actes du colloque réuni à la Fondation Singer-Polignac.

TROISIEME PARTIE : LA RELATION FRANCO-CHINOISE, CELLE DE PRIVILEGIEE ?

La France était le premier pays qui a établi des relations diplomatiques avec la Chine, cependant, elle n'est pas le seul pays. D'autres pays comme les Etats-Unis, l'Union Européenne, le Japon, par exemples, le font. Il faut savoir comment les relations entre la Chine et les autres pays affectent ou peuvent affecter les relations franco-chinoises.

3.1 Les Etats-Unis : entre bras de fer et coopération

A la veille du XXI^{ème} siècle, la question du poids géopolitique à conférer au pays le plus peuplé du monde, se pose de manière pressante pour l'Etat le plus puissant de la planète. Le directeur de la CIA, témoignant devant le Sénat américain en février 1999, déclarait qu' *« il n'y a pas de doute que la Chine ait le potentiel pour affecter notre système de sécurité en Asie, mais la mesure dans laquelle ses ambitions et ses capacités croissantes représentent un défi ou une menace pour les intérêts américains reste une questions ouverte »*. Une question d'autant plus dangereuse, qu'elle est sujette à malentendus...

Dans le *« nouvel ordre international »* issu de la fin de la Guerre froide, les Etats-Unis trouvent en effet avec la Chine un pays encore loin de leur niveau économique, technologique et militaire ; mais avec un poids croissant sur la scène internationale. La Chine est bel et bien une puissance – y compris militaire – montante ; mais dont les ambitions sont bien plus régionales que globales. Un contrôle direct ou indirect sur des zones intéressant la Chine, comme la mer du Japon, la mer de Chine méridionale ou l'Aise centrale, intéresse à coup sûr Pékin. Mais certainement pas des zones plus lointaines. Le problème vient de ce que la taille de la Chine et le rôle stabilisateur joué par les Etats-Unis en Asie, donnent dans ce cadre régional nombre d'occasions de friction.

Les relations entre la Chine et les Etats-Unis sont parmi les plus importantes dans le cadre du nouvel équilibre international après la guerre froide. Ces relations, cruciales, sont aussi complexes. L'oscillation entre questions de principes et intérêts commerciaux, qui

caractérise la diplomatie de Washington de manière générale, prend vis-à-vis de la Chine, et de ses tractations diplomatiques incessantes, une importance tout particulière. Les convictions universalistes qui président à l'action de la diplomatie américaine trouvent dans la Chine leur opposant le plus puissant après la fin de la Guerre froide.

Le président Bush en 1991, a essayé de mettre un « *engagement constructif* » avec la Chine qui a visé à engager la Chine dans l'intégration dans un système de marché international et en même temps fait suivre à Pékin les règlements et les normes du système. Cependant, la mise en cause d'un « *engagement constructif* » par le président Clinton a détruit le processus, temporairement, parce qu'il a lié le commerce avec le suivi des droits de l'homme.

La Chine est beaucoup influencé par les Etats-Unis surtout dans les domaines de la culture et du commerce. Les Etats-Unis accueillent le plus grand nombre d'étudiants chinois par rapport aux autres pays. En plus, les Etats-Unis sont le plus grand marché pour les produits chinois depuis des années 1980 jusqu'en 2003. Il n'y a pas d'autre pays auquel se comparer, y compris l'Union Européenne. Par ailleurs, l'Union Européenne n'a jamais eu une politique commune comme les Etats-Unis. Même si la Chine a soutenu l'Union Européenne, elle reste très mesurée. Cependant, l'accession de la Chine à l'OMC a été aidée par l'Union Européenne, qui a changé la pensée de la Chine. Alors que les Etats-Unis étaient très durs pendant des négociations pour l'adhésion de la Chine à l'OMC, d'une part pour les droits de l'homme, d'autre part à cause de fort lobby anti-communiste aux Etats-Unis, l'Union Européenne reste encourageante pour l'adhésion de la Chine. L'ancien haut-commissaire au commerce de l'Union Européenne, Mr Léon Brittan, en particulier, cherche à résoudre la tension entre les Etats-Unis et la Chine et « *invariablement, met l'accent sur coopération au lieu de coopération* »¹⁷. Par exemple, Eglin reconnaît que l'Union Européenne a modéré les tensions « *sur l'un des obstacles majeurs pendant les négociations, le statut de la Chine comme un pays sous développé* »¹⁸. Donc c'est l'Union Européenne qui a isolé les Américains, entraînant le retour des Etats-Unis à une politique d'« *engagement constructif* » pendant la fin des années 1990, qui a abouti à l'accession de la Chine à l'OMC. Cependant,

¹⁷ Eglin, Michaela. « *China's Entry Into The WTO With A Little Help From The EU* », *International Affairs* 73:3, p. 495.

¹⁸ Ibid., p. 494.

même si l'Union Européenne est devenu plus influent dans cet exemple, la Chine voit qu'il faut plus de temps avant que l'Union Européenne ne puisse exercer un poids plus lourd surtout dans les autres aspects.

3.2 L'Union européenne, le bras d'extension de la France ?

Les ressources françaises seraient adaptées à sa politique nationale vers un pays individuel, mais seraient inadaptées à une politique globale cohérente vers l'Asie de l'est. De plus en plus, la capacité française est très limitée pour répondre à ses objectifs nationaux vis-à-vis d'un grand et puissant pays comme la Chine¹⁹. C'est l'une des raisons pour laquelle la France est le moteur de l'Union Européenne. Aux yeux de certains pays, l'UE est un autre bras d'extension de la France.

L'Union européenne n'appartient pas aux zones d'intérêt prioritaire de la diplomatie chinoise. L'attitude de Pékin vis-à-vis de l'UE, reflet de son habileté diplomatique, n'en est pas moins éminemment intéressante. Elle met en effet en lumière les faiblesses de la construction européenne sur lesquelles elle joue, pour obtenir le maximum de bénéfices, quel que soit le terrain abordé.

L'Union européenne est incapable d'arrêter une position extérieure commune vers la Chine. Chaque membre a son histoire avec l'Asie et surtout la Chine. Ils ont des intérêts économiques différents et en concurrence. Avant les rétrocessions, Royaume-Uni et Portugal avaient des agendas très spécifiques et le Royaume-Uni s'occupe plus de Hong Kong que les autres Etats membres. La France et les Pays-Bas avaient des intérêts spécifiques après la fondation de la Chine Populaire. Les Pays-Bas ont lié la reconnaissance de la Chine avec la question du statut de l'Indonésie. En revanche, la bataille de la France en Indochine jusqu'en 1954 était en opposition avec le nouveau régime chinois.

Les pays européens ont différentes sensibilités sur les droits de l'homme. La Suède, la Finlande, le Danemark, les Pays-Bas et l'Irlande mettent cette issue en haute priorité puisque

¹⁹ Ruben Wong, LSE, « *French Foreign Policy, Asia and Europe* »

l'opinion publique et le parlement mettent l'accent sur ce problème. Au contraire, les pays latins y sont moins sensibles. Au niveau intermédiaire, nous avons dans la même catégorie, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. La France a réagi violemment après Tian An Men et beaucoup aidé les dissidents, mais après 1997, la France s'est engagé de manière plus constructive envers la Chine.

La motivation de la Chine vers l'Europe a évolué dans le temps. Tout d'abord, l'Europe était un contrepoids pour l'ex-URSS puis les Etats-Unis. La Chine exprime qu'il existe plus « *la carte européenne* ». En 1982, Deng Xiao Peng disait que « *Personnellement, j'aime jouer au bridge, mais la Chine n'aime pas jouer les cartes politiques* »²⁰. Zhao Gancheng²¹ a résumé la position générale de la Chine sur cette question : « *La Chine n'a jamais été opposé à ce processus [intégration d'Union Européen]. En contraire, la Chine est favorable à toutes les étapes significatives dans ce cadre, y compris le marché commun, la monnaie commune, l'extension des états membres de l'union Européenne, voire l'intégration de défense. La Chine veut voir une Union Européenne plus indépendante, non seulement dans le sens économique, mais aussi dans les domaines politique, la politique étrangère et la sécurité parce que tous les développements ont été vus comme le processus de multipolarisation du monde* ». La Chine a eu l'intention d'arrêter son jeu triangulaire, cependant, si c'est dans les intérêts de Chine de jouer la carte européenne, la Chine jouera. La Chine utilisera, de temps en temps, la concurrence entre les Etats membres d'Union Européenne pour obtenir les meilleurs résultats.

En réalité, les raisons du soutien chinois à l'intégration européenne ont changé avec le temps : dans les années 1970 et 1980, la Chine recherchait avant tout un contrepoids à la puissance soviétique²². A la fin des années 1980, la réconciliation sino-soviétique étant en bonne voie, la Chine a commencé à rechercher en Europe un contrepoids aux Etats-Unis. Sur le plan doctrinal, cette politique est présentée comme participant à la formation d'un monde

²⁰ Deng Xiaoping, « *Selected works of Deng Xiaoping* », Volume II, Foreign Language Press.

²¹ « *Assessing China's Impact on Asia-EU Relations in the Post-Cold War* », Shanghai Institute for International Studies, China, 2000.

²² Hervé Dejean de la Batie, « *L'Union européenne vue de Chine : un partenaire majeur ?* » IFRI, Centre Asie, Décembre 2003

multipolaire ou s'inscrivant dans le cadre d'une diplomatie de grande puissance, pour reprendre la formulation chinoise de la fin des années 1990.

En pratique, la Chine, pendant des années 1990, a fréquemment utilisé son partenaire européen par rapport à son partenaire principal, les Etats-Unis. Les relations sino-américaines ont été marquées depuis 1989 par une succession de crises et d'embellies. Dans les périodes de tension avec l'Amérique, la Chine a eu tendance à privilégier relativement l'Union Européenne ; dans les périodes fastes de sa relation avec les Etats-Unis, au contraire, elle leur a souvent donné la priorité, comme si elle ambitionnait en réalité une nouvelle bipolarité. Elle a joué à maintes reprises de la concurrence, politique et commerciale, entre l'Europe et les Etats-Unis, n'hésitant pas à l'attiser au besoin en faisant miroiter des avantages commerciaux ou politiques aux uns et aux autres. L'octroi alterné de grands contrats commerciaux aux Américains et aux Européens, mais aussi des gestes politiques soigneusement consentis à la veille des sommets, sont autant de leviers utilisés par la diplomatie chinoise dans ce jeu de poids et de contrepoids.

Il apparaît que la Chine s'est davantage attachée à mettre en concurrence les différents pourvoyeurs d'aide, afin de bénéficier des meilleures conditions de financement possibles, qu'à établir une relation privilégiée avec l'un d'entre eux. Cependant, aux yeux des dirigeants chinois, les Etats-Unis et l'Europe jouent le même rôle aussi bien. Donc, c'est une stratégie de jeu pour tous les trois puissances.

Pendant les années 1980, l'Union Européenne a eu un excédent commercial avec la Chine, les relations sont maintenant marquées par un gros déficit qui est encore en train de se creuser (environ 30 milliards Euro en 1999 et 32 milliards euro pendant les premier neuf mois de 2000). En revanche, la Chine se plaint des barrières de commerce. Si l'accession de la Chine à l'OMC stimule les échanges avec l'Europe, il existe de frictions qui restent inévitables (sur les produits alimentaire, par exemple), qu'il pourraient changer la relation globale.

Dans la perspective de l'Union Européenne, l'obstacle majeur à une relation approfondie reste la question des droits de l'homme. De ce point de vue, Hervé Dejean de la Batie²³ a écrit : *« Le dialogue officiel dans le domaine de droits de l'homme marche bien en principe et il permet aux deux parties de se comprendre mieux. La Chine a fait des gestes, après que le processus de dialogue a commencé, comme libérer les dissidents ou signer les conventions de l'ONU sur les droits de l'homme. Cependant, il existe une frustration en Europe, parce que la situation générale sur cette question des droits de l'homme ne montre pas beaucoup de progrès ou au moins, pas les progrès que les européens souhaitent voir. Les pressions publiques sont encore augmentées, ils veulent plus de actions, sous le forme de résolution de la Commission des droits de l'homme à l'ONU ».*

3.3 Recommandations pour améliorer les relations franco-chinoises

La Chine doit avoir plus de présence en France. Elle doit expliquer ses points de vue, ses difficultés et ses réussites par les centres culturels en France. Ce que elle doit approfondir, c'est l'information mais pas la propagande. C'est très important que la Chine communique sa sagesse. La France a l'Alliance Française, donc la Chine peut penser avoir des centres pour introduire sa langue et ses cultures. Par ailleurs, les échanges culturels peuvent s'élargir à tous les niveaux de système scolaire. La Chine et la France doivent reconnaître que la relation franco-chinoise dans le long terme dépendra des générations prochaines et c'est la raison pour laquelle on doit organiser un programme dans les domaines de la formation. Le programme doit assurer la mobilité et des échanges entre les établissements à tous niveaux.

En revanche, la France doit améliorer aussi sa présence en Chine. La Chine n'est pas seulement Pékin ou Canton, la Chine est immense et la France doit être présent partout en Chine pour que elle puisse saisir les opportunités surtout que les pouvoirs régionaux ont plus d'autonomie dans le contrôle des affaires. Elle doit comprendre ses besoins et avant tout comprendre ses cultures et la méthode de faire des affaires. Pour réussir en Chine, la France est concurrence avec le Japon et les Etats-Unis. Dans certains domaines, comme le nucléaire civil, la France peut entrer en Chine elle-même. Mais, dans les autres domaines, elle peut

²³ « EU's China Policy is improving but could be better »; IFRI Centre Asie, Paris 2002.

peut-être bénéficier des autres pays qui ont une connaissances traditionnels de la Chine comme la Pologne et le Hongrie, les nouveaux membres de l'Union Européenne ou Singapour qui est toujours une partenaire de la France.

La France est l'un des moteurs principaux de l'Union Européenne et est bien informé sur les problèmes concernant d'intégration. L'Union Européenne d'aujourd'hui se construite après beaucoup de négociations, pour faire une Union de pluralisme, qui à porter d'un champ de bataille tout récent. La France peut être le facilitateur idéal dans la négociation Pékin-Taïpei pour pallier l'opposition entre les deux côtés de détroit de Formose.

CONCLUSION

La France et la Chine ont des histoires très glorieuses dans le passé et chacun est le leader dans son propre continent. Elles représentent les pays qui veulent voir une société plus stable par un monde multipolaire où chacun peut préserver sa culture individuelle. La convergence d'opinion dans cet aspect rapproche les deux pays. Cependant, dans ce monde actuel de mondialisation, toutes les choses sont mesurées par la taille et le poids. C'est la raison pour laquelle nous voyons les compagnies privées chercher les autres compagnies pour se diversifier et fusionner pour obtenir un plus grand bénéfice. La taille de la France ne peut pas lui permettre de devenir une hyper puissance et c'est la raison de la naissance de l'Union Européenne. Le chemin sera très long pour avoir une Union Européenne aussi puissante que les Etats-Unis. Les stratégies sont plutôt purement nationales que multinationales ; même l'Union Européenne est en train d'apparaître plus puissante qu'avant.

Le Royaume-Uni a pris une démarche différente et même s'il est une part de l'Union Européenne, il a maintenu une relation spéciale avec les Etats-Unis. Les Anglais sont plus pragmatiques et il n'a aucun problème à s'associer avec les Etats-Unis comme son frère cadet. Après tout, ils parlent Anglais. Dans cet aspect, la France ou la culture française n'accepte pas ce genre de relation. La France peut accepter qu'elle ne soit pas la plus puissante dans le monde mais voulait continuer son influence.

La France veut faire construire une relation spéciale avec la Chine sachant qu'un jour, la Chine s'éveillera et deviendra l'une des super puissantes. Maintenant, dans sa position qui est plus avancée que la Chine, la France essaye d'aider la Chine dans les domaines de la technologie et des droits de l'homme et en même temps cherche à en profiter un petit peu. La France doit comprendre que la Chine a sa culture unique. A mon avis, le Chinois est une autre culture qui est fière de sa culture comme le Français. D'ailleurs, le sentiment nationaliste est bien fort et il n'oublie pas les traités inégaux pendant le XIX^{ème} siècle. En fait, le Chinois crie les slogans anti-japonais dans le match de football pendant la finale de Coupe d'Asie contre le Japon !

La relation franco-chinoise va être plus importante pourvu que les deux pays se comprennent et comprennent les enjeux. Il faut être sur un pied d'égalité. Peut-être la politique française marche toujours dans certains pays qui sont les anciennes colonies de la France mais ce n'est pas le cas pour la Chine. Le gouvernement chinois va apprécier si la France aide par le transfert de la technologie et du savoir-faire mais pas avec un prix exorbitant. Pour le Chinois, il existe des limites pour des affaires, ils peuvent donner des réductions à cause de la relation spéciale mais pas faire n'importe quoi.

En résumé, avec la distance technologique entre la Chine et la France, il existera d'immenses opportunités de coopération pour que les deux pays s'ouvrent encore dans les décennies à venir. Cependant, on a besoin de plus de compréhension entre les deux pays, y compris dans les domaines de la culture et des habitudes de faire des affaires. Ce n'est pas seulement parler mais de se comprendre vraiment au fond et peut-être de parler la langue. Si on se place d'un autre point de vue, si les chinois savent qu'un quart des français parlent chinois, j'en suis certain que demain, il aura un quart des chinois qui viendra visiter la France et du fait du nombre, ils seront 325 millions à visiter la France !

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

Alain Peyrefitte, *La Chine s'est éveillée*, 1974.

Jean-François Dufour, *Géopolitique de la Chine*, 1999.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

François DANJOU, « *Les relations franco-chinoise : contrats, connivence stratégique et passion culturelle* », *Revue Défense*, Jan 2005.

« *Dans Charles de Gaulle, Discours et message* », *Conférence de presse donnée*, 31 janvier 1964

Thierry Pairault, « *Le commerce franco-chinois durant les années 80* », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 333, octobre 1988.

Gilles Guiheux, « *La Chine, de 2001 à 2003 : la fin d'un cycles ?* », *Les études de la Documentation Française, Asie Orientale*, édition 2003.

Jean-Pierre Cabestan, « *La nouvelle Assemblée populaire nationale et l'après XVIe congrès en Chine. Vers un autoritarisme élitiste et consultatif ?* », *Perspectives chinoises*, no 76, mars-avril 2003.

Hervé de Charrette, « *Les relations franco-chinoises à la veille de la visite d'Etat du président de la République en Chine* », *La Chine d'aujourd'hui et de demain, Actes du colloque réuni à la Fondation Singer-Polignac*, 1998

Hervé Dejean de la Batie, « *L'Union européenne vue de Chine : un partenaire majeur ?* », *IFRI, Centre Asie*, Décembre 2003

SITES INTERNET

Entretien de Mr Wu Jianmin, président de L'Institut de Diplomatie et ancien ambassadeur de Chine en France, le 11 Octobre 2004, <http://www.china.org.cn>

Site Internet de l'ambassade de la République Populaire de Chine en France. <http://www.amb-chine.fr>

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

« *Pondering over China's Foreign Strategy* », *Contemporary World Configuration*, Shanghai Institute for International Studies, China, 2003.

Eglin, Michaela. « *China's Entry Into The WTO With A Little Help From The EU* » *International Affairs* 73:3.

Ruben Wong, LSE, « *French Foreign Policy, Asia and Europe* ».

Deng Xiaoping, « *Selected works of Deng Xiaoping* », Volume II, Foreign Language Press.

« *Assessing China's Impact on Asia-EU Relations in the Post-Cold War* », Shanghai Institute for International Studies, China, 2000.

« *EU's China Policy is improving but could be better* »; IFRI Centre Asie, Paris 2002.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : Quarante ans de relations franco-chinoises	3
1.1 La première étape par le Général de Gaulle	4
1.2 Des années 1970 et 1980	5
1.3 Violations des droits de l’homme	5
1.4 Ventes d’armes à Taiwan	6
1.5 La normalisation courte	6
1.6 40 ^{ème} anniversaire des relations diplomatiques	7
DEUXIEME PARTIE : La politique chinoise de la France et la politique française de la Chine	8
2.1 La politique chinoise de la France	8
2.1.1 <i>Les enjeux stratégiques</i>	9
2.1.2 <i>Les enjeux économiques</i>	10
2.1.3 <i>La question des droits de l’homme</i>	13
2.2 La politique française de la Chine	14
2.2.1 <i>Les relations extérieures de la Chine</i>	15
2.2.2 <i>Taiwan, le problème potentiel pour la politique de la réunification ?</i>	16
2.2.3 <i>La question des droits de l’homme ou d’ingérence</i>	19
TROISIEME PARTIE : La relation franco-chinoise, celle de privilégiée ?	21
3.1 Les Etats-Unis : entre bras de fer et coopération	21
3.2 L’Union Européenne, le bras d’extension de la France ?	23
3.3 Les recommandations pour améliorer les relations franco-chinoises	26
CONCLUSION	28
BIBLIOGRAPHIE	30
TABLE DES MATIERES	32